

Interview réalisée par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe  
9 septembre 1998

Interviewer : Philippe NICOLET, rédacteur en chef de TVRL

Q = question

R = réponse

Anne-Catherine LYON

Q : Vous êtes une militante. Là, le mot n'est pas trop fort, vous êtes une militante pour l'Europe. Vous faites partie du mouvement « Renaissance Suisse-Europe » et vous vous êtes présentée à des élections aux 3 titres : fédéral, communal et cantonal ces dernières années.

J'aimerais que l'on parle également, au cours de cet entretien, de votre travail à Bruxelles. Vous étiez d'ailleurs à Bruxelles au moment de la votation historique sur l'EE des Suisses en 1992.

Vous êtes née à Lausanne en 1963, vous êtes juriste.

Quelques mots d'abord sur votre environnement familial.

1.26 R : Je pense que, en effet, l'environnement familial joue un rôle important dans cette affaire là (dans l'affaire pro-européenne ou dans cette cause). Ma mère est anglaise et mon père est suisse. Ceci fait que, dès le départ, j'ai tout de suite eu un pied ailleurs et un bout de mon cœur ailleurs, en ayant toute une partie de ma famille dans un autre pays.

Née en Suisse, un frère et une sœur qui sont plus jeunes, toute ma scolarité ici, une famille unie, heureuse, qui n'était pas tournée vers la politique mais avec des parents qui s'intéressaient à la « chose publique ».

2.07 Q : LYON, c'est un nom suisse ?

R : C'est un nom du pied du Jura. C'est probablement des Huguenots français qui sont arrivés là au moment de la révocation de l'édit de Nantes.

2.17 Q : Quelle était la profession de votre père ?

R : Il est architecte et exerce encore sa profession aujourd'hui.

2.26 Q : De par cette situation familiale, une mère anglaise, un père suisse, est-ce que l'on a parlé très vite, chez vous, de l'Europe ?

R : On en a parlé comme étant une réalité concrète : organiser les déplacements pour aller en Angleterre était toute une aventure.

Bien qu'architecte, mon père n'avait que peu de moyens lorsque l'on était petit. Il fallait aller en train ou en voiture. C'était donc de découvrir, d'éprouver physiquement l'Europe dans ces déplacements qui était toute une aventure pour nous qui étions petits.

2.59 Q : Quels ont été vos intérêts et les choses qui vous ont motivé en tant qu'enfant, qui aujourd'hui vous reviennent à l'esprit ?

R : Etant enfant, et ça a duré longtemps, j'étais quelqu'un de renfermé. Parfois je dis même presque que j'étais autiste. Donc j'ai beaucoup lu, beaucoup réfléchi, je suis beaucoup restée dans mon coin, en quelque sorte. Heureusement, j'ai fait du sport par la suite, ce qui m'a sorti un peu de ma coquille.

3.28 C'était de grandes préoccupations qui avaient trait, j'y ai réfléchi ces derniers jours, beaucoup à l'histoire de ma famille et l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Ayant une famille anglaise, elles étaient quand même très présentes. Ma famille a traversé cette période : ma mère l'a traversée étant très jeune (mais elle l'a traversée quand même) et j'ai des oncles qui ont fait la guerre. Certains n'en sont pas revenus. Là aussi il y a une part d'héroïsme pour un enfant, mais je me souviens d'avoir vu certains oncles dans des uniformes, car certains ont continué l'armée. Cela m'a beaucoup fait gamberger et, disons, regarder cette époque.

Je n'ai pas fait d'histoire, malheureusement je suis devenue juriste. Je dis « malheureusement » parce que ce n'est pas toujours très « fun » comme activité.

Je crois que c'était un peu là mes préoccupations d'enfant. Il y en avait probablement de bien plus légères aussi.

4.24 Q : Est-ce qu'au moment de commencer les études vous aviez déjà une vision de ce qu'était l'Europe en construction, de ce qu'elle pouvait devenir ?

R : Pas véritablement une vision mais j'avais la préoccupation, que là aussi je n'ai assouvie que plus tard, d'aller faire des études ailleurs.

Les circonstances ont fait, ma timidité, aussi, a fait que je ne suis pas partie à ce moment-là. J'ai fait sagement mes études ici, ce qui était peut-être plus commode pour mes parents, aussi question financière. Mais je crois que c'était avant tout ma propre limite intérieure qui m'a fait ne pas en faire ailleurs à ce moment-là.

5.06 Q : Pour quelles raisons avez-vous choisi le droit ?

R : C'était un peu, je dois le dire, une injonction paternelle.

Mon père, très présent, très impliqué, ce qui était une chance pour nous, mais très impliqué dans notre éducation, aurait souhaité faire le droit et s'est un petit peu projeté dans chacun de ses enfants.

Tant mieux, dans un certain sens, d'avoir eu ce soutien. Ma mère aussi était là, présente, qui nous poussait, mais j'aurais préféré faire l'histoire ou l'archéologie. Peut-être que j'aurais fait d'autres choses dans ma vie, aussi, ayant choisi une autre orientation au départ.

5.47 Q : En choisissant le droit, est-ce que vous aviez déjà des intentions des débouchés que vous envisagiez ?

R : En commençant le droit, toute la dimension du droit pénal, de la défense des plus faibles, des gens les plus fragiles, me plaisait énormément. On se rend vite compte, au cours de ses études, que ce n'est pas ça qui peut faire vivre quelqu'un. Par conséquent, il va falloir faire des compromis et puis toujours, cela revient comme un leitmotiv, cette timidité où je me disais que je ne pourrai jamais plaider, de toute façon, parce que je n'oserai pas parler devant les gens. Donc cela restait un petit peu un rêve.

J'ai beaucoup lu sur la carrière de Gisèle HALIMI et sur son combat, notamment pour la cause des femmes et j'étais absolument fascinée mais je me disais : « Ce n'est peut-être pas pour moi ».

6.37 Q : Vous avez fait une licence en droit à Lausanne. Ensuite vous avez fait un brevet d'avocat et vous êtes allée le faire à Genève.

R : Je suis allée à Genève, d'une part, (les gens d'ici comprendront) pour échapper à la thèse, parce qu'à l'époque, il fallait faire une thèse de doctorat. Je me réjouissais aussi d'avoir ce prétexte pour sortir de ma coquille et me pousser à aller ailleurs. Aller à Genève, c'est pourtant pas si loin, mais c'est tout à fait un autre univers.

Avoir fait le barreau à Genève me réjouit beaucoup. J'ai ensuite pratiqué pendant 2 ans entre les 2 cantons.

7.12 Q : Et là vous avez plaidé. Et la timidité a diminué ?

R : La timidité avait un peu diminué. J'avais laissé passer quand même suffisamment d'années et il suffit de se lancer. J'ai découvert assez vite le plaisir de le faire. Avec une grande appréhension mais beaucoup de plaisir.

7.33 Q : A cette époque, fin de vos études, stage d'avocat, est-ce que vous aviez déjà des intentions de militer sur un plan politique ?

R : J'avais une très forte envie de militer sur un plan politique. Je restais très à l'écoute, je me documentais sur ce qui se passait. Tout d'abord sur ce qui se passait dans les pays voisins, notamment la France, les Etats-Unis, trouvant la Suisse d'un mortel ennui, y compris sur le plan politique.

Peu à peu je me suis intéressée à ce qui se passait en Suisse mais là se posait la question extrêmement difficile à résoudre pour moi de quel parti rejoindre.

Pour moi il était exclu, et ça l'est toujours, (c'est difficile d'expliquer pourquoi, c'est comme ça que je le ressens) de rejoindre des formations de droite.

Par conséquent, il restait le parti socialiste, les verts ou l'extrême gauche. Je crois que j'avais dépassé l'âge pour l'extrême gauche. Les verts me paraissaient trop limités dans leurs actions.

8.40 Et le parti socialiste...j'ai un caractère entier, je me disais : « Comment peut-on supporter d'être dirigé ? ». En l'occurrence c'était BODENMANN, avant d'autres, qui me paraissaient être des gens qui faisaient des compromis, qui n'étaient pas dans ma ligne personnelle.

Je trouvais qu'il y avait beaucoup de gens médiocres et cela me posait beaucoup de problèmes. J'ai aussi de la peine à supporter l'autorité, par conséquent je me demandais comment supporter celle d'un chef qui dirait : « Il faut faire ceci, faire cela ! ». C'est une vision caricaturale d'un parti, évidemment, parce que chacun garde aussi sa liberté. Mais voilà un peu ou j'en étais.

9.25 Q : Vous avez dit tout à l'heure : « les partis de droite : non ». Pourquoi ? Pourquoi pas la droite ?

R : Je ne peux pas l'expliquer, mais je pense être fondamentalement de gauche dans ma sensibilité. Mais ce n'est pas du tout rationnel ni intellectuel.

9.41 Q : Elle (la politique ?) se définit par des différences de sensibilités, de courants qui s'expriment. Est-ce qu'il y a des choses que vous préférez qui s'expriment à gauche ?

R : Ce sont peut-être des prises de position, les caricatures de prises de position entre la droite et la gauche qui m'orientent plutôt vers la gauche. Ce sont les lectures que j'ai faites et les personnages du monde de gauche (je n'ai jamais eu la chance de les rencontrer), des intellectuels surtout français, qui me font dire encore maintenant (c'est très dur), que quelqu'un qui est intellectuel (et je me définis comme intellectuelle) ne peut pas être de droite, ne peut être que de gauche. Voilà, mais ce n'est pas très satisfaisant du point de vue rationnel.

10.29 Q : Un débat qui, d'ailleurs, serait intéressant d'organiser avec une personnalité intellectuelle de droite, afin de voir quelles seraient les réponses mais c'est peut-être pour une autre occasion.

Vous avez donc, à partir de ce brevet d'avocat à Lausanne, fait une licence complémentaire de droit européen et vous êtes partie à Bruxelles.

L'intérêt pour l'Europe est donc venu à ce moment-là. Qu'est-ce qui a fait le déclic, chez vous, d'intérêt pour l'Europe ? Est-ce que c'est à ce moment-là ou est-ce que c'est plus tôt ?

R : Je pense que ces petits fragments d'éléments, cette famille en Angleterre, ces voyages en France très fréquents, cet intérêt pour la France, pour les pays en tant que tels, si l'on veut, font partie de cette décision.

Aussi par rapport au métier d'avocate : je me suis très vite rendu compte que pour une femme c'était très difficile.

Même si beaucoup de femmes accèdent au barreau, seulement un type d'affaires leur est réservé. Sauf pour certaines : on peut toujours trouver l'exception qui confirme la règle. Cela ne me satisfaisait pas du tout.

11.46 J'ai pris beaucoup de temps pour réfléchir parce que j'allais complètement changer d'orientation, à ce moment-là je le savais, ou je le pressentais. J'ai commencé à essayer de mettre en commun toutes les choses qui m'intéressaient, de vraiment réfléchir en profondeur. J'ai senti en moi que la cause européenne, autant sur le plan de la militance qui est venu par la suite, que la dimension intellectuelle et la dimension professionnelle, c'était l'avenir. C'est un très bref résumé mais c'est une prise de conscience très forte, une longue maturation qui m'ont fait arrêter le barreau pour entreprendre ces études complémentaires.

12.36 Q : Et vous les avez faites à Bruxelles.

J'aimerais que vous me parliez un peu de ce que vous avez vu et observé à Bruxelles durant ces années qui ont été historiquement importantes pour la Suisse puisque c'est durant votre séjour qu'a eu lieu le vote sur l'EE de la Suisse.

R : Tout d'abord, c'était d'être au cœur de l'Europe, bien que les institutions soient réparties dans plusieurs endroits. C'était d'avoir à la fois l'apprentissage intellectuel, académique de ce qu'est l'Europe et de pouvoir le ressentir véritablement, de pouvoir circuler dans des milieux pro-européens, des milieux de fonctionnaires. Je n'ai pas fait de stage à la Commission, comme beaucoup l'ont fait, mais d'être dans cette frange de personnes, d'être dans un milieu très international et de découvrir que l'Europe est une réalité concrète pour les individus mais aussi au niveau des institutions. Lorsque je suis partie à Bruxelles (on était souvent assez présomptueux, en tout cas je l'étais à l'époque) je me disais : « Je vais me spécialiser en droit européen », alors que le droit européen est aussi complexe que tous les droits nationaux et qu'on ne peut se spécialiser que dans une petite section de cet immense univers. J'étais partie avec ça pour découvrir que les gens n'avaient pas attendu que j'arrive pour faire du droit européen, vivre l'Europe et la construire.

13.54 Il y avait cela que je vivais très fortement avec des étudiants de beaucoup de pays différents, pour lesquels c'était une réalité aussi concrète.

De voir en Suisse ce débat à la fois passionnel d'un côté et tellement pénible parce que tellement archaïque, tellement poussif, tellement lent, cela donnait envie d'inviter tous ces gens pour qu'ils voient comment c'était en vrai.

Il y avait donc cette énorme différence entre les deux et quand on est à l'étranger on est beaucoup plus attentif à ce qui se passe dans son propre pays. J'étais assez en guerre avec la Suisse à plusieurs époques dans ma vie et là, aussi, je regardais ce pays avec un air un peu méprisant.

D'être à l'étranger, on se prend d'intérêt et d'affection parce que l'on a un angle de vue différent.

14.46 Q : Encore quelques mots sur Bruxelles à ce moment-là : est-ce que vous aviez des contacts avec des fonctionnaires ou des diplomates sur place ?

R : J'en avais quelques-uns, surtout avec des avocats, parce que j'avais fait des stages dans des études d'avocats et eux, comme ils sont installés là, ont des contacts avec des fonctionnaires dans leurs relations sociales, si l'on veut. Et cela se fait de manière très naturelle. Ce n'était pas du tout de rechercher à contacter des personnes.

On se sentait aussi très proche de la mission qui était là, puisque la mission suisse, auprès des communautés européennes (c'est comme cela que cela s'appelait à l'époque), a invité les étudiants suisses qui faisaient cette formation post-grade à venir. C'était Monsieur Bénédicte DE TSCHARNER qui était en poste à l'époque.

On se sentait « faire partie » (mais pas de manière très proche) à la fois des Suisses et des fonctionnaires internationaux qui étaient là.

15.56 Q : Puisque vous citez Monsieur DE TSCHARNER, est-ce que vous aviez des discussions sur la Suisse ? Est-ce qu'il contribuait à vous rassurer sur ce qu'était la Suisse ou ce qu'elle pouvait être, ou au contraire, à confirmer un peu vos doutes ?

R : C'est toujours un peu difficile de savoir ce qu'un ambassadeur pense mais, notamment lorsqu'il nous a invité à son domicile privé avec un certain nombre d'étudiants, il a un peu ouvert son cœur. Ce que j'ai ressenti c'est que c'était une cause pour lui qui était vraiment centrale dans sa vie ainsi que la fatigue de quelqu'un qui doit toujours revenir et revenir. Je crois qu'il était même dans la négociation des accords de 1972. Et de voir que cela avance si lentement... c'était une personne un peu désabusée que j'ai vu là. Mais cela n'engage que moi, encore une fois.

16.55 Q : Durant vos études, est-ce que vous avez été en contact avec des cours européens, est-ce que vous avez suivi des cours concernant l'Europe lorsque vous étiez en Suisse ?

R : En Suisse, non, parce que malheureusement l'université est à ce point cloisonnée que lorsque j'étais en Suisse (puisque j'ai fait le droit et pas HEC) je n'ai pas suivi les cours du Professeur RIEBEN qui était le seul, à l'époque, qui donnait un cours d'intégration européenne. Je n'ai peut-être pas eu la curiosité ou alors, trop prise par mon cursus à court terme, je n'ai pas suivi ses cours. J'avais lu un certain nombre de choses, mais pas suivi ses cours, non.

17.40 Q : On a vu apparaître le mouvement « Renaissance Suisse-Europe » et c'était l'année après la votation.

J'aimerais que l'on parle un petit peu de ce courant. Avant de parler de cela j'aimerais néanmoins vous entendre sur le 6 décembre 1992 tel que vous l'avez vécu.

R : Je me souviens que je suis revenue en Suisse pour voter. J'aurais pu voter depuis l'étranger mais je suis revenue en Suisse.

18.11 Q : Vous avez fait comme Philippe KAENEL ? Vous étiez ensemble ?

R : On n'était pas ensemble pour faire le trajet mais on était ensemble à Bruxelles. Cela faisait partie du plaisir d'être là parce qu'il y avait un certain nombre de Suisses de différents cantons qui étaient là, notamment Philippe pour le canton de Vaud, un vieil ami. Je ne sais pas ce qu'il a fait de son côté mais je suis allée amener mon enveloppe parce que je ne pouvais plus voter directement avec ma carte. Je suis venue amener l'enveloppe où il y avait mon vote pour l'adhésion.

Le soir même du 6 décembre j'étais chez mes parents pour regarder le résultat et cela m'a complètement catastrophée. J'avais vraiment les larmes aux yeux de rage et un petit peu de désespoir, de me dire : « Cela ne va jamais changer ». J'étais assez pessimiste au début. Peu à peu, il semblait que ces choses s'arrangeaient et que cela pourrait peut-être être possible. C'est comme si on allait ouvrir la porte d'une prison, se dire : « Tiens, peut-être qu'elle va s'ouvrir... ».

Le vote populaire était bon. Il avait presque atteint la majorité : dépassé les 50%. Cela aurait été une catastrophe si le vote populaire avait dépassé la majorité et que le vote des cantons soit resté négatif. Je pense que la tension aurait été encore plus forte qu'elle ne l'a été après coup.

19.36 Q : Vous utilisez un terme très vigoureux : « porte d'une prison ». J'aimerais vous entendre sur ce que vous ressentiez à cet égard-là.

R : Je le ressens toujours. Je crois que c'est DÜRRENMATT, sauf erreur, qui a écrit que la Suisse était un pays extraordinaire parce que les gens étaient à la fois (il le disait avec beaucoup d'ironie bien sûr) prisonniers et leurs propres gardiens.

Je crois que ce pays est las et j'ai peur qu'il meure, finalement. Mon sentiment n'a pas changé. A l'époque on sentait qu'il y avait une possibilité. Je ne sais pas si elle se reproduira.

Je garde l'espoir, sinon j'arrêteraient de m'agiter, de dépenser beaucoup d'énergie et de conviction dans les milieux pro-européens. Il m'a semblé que là c'était une occasion vraiment manquée d'ouvrir un peu la porte (parce que ce n'était pas encore l'adhésion).

C'est un pays qui est magnifique, sur le plan de ses paysages. Il y a des gens qui sont très bien qui y vivent mais c'est terrifiant par certains côtés : c'est complètement gelé, c'est un pays de vieux même s'il y a des gens qui sont jeunes. Tout le monde est un peu vieux dans ce pays-là. C'est terrible !

20.49 Q : Pouvez-vous illustrer concrètement ce que vous entendez ? Je pense évidemment à destination de nos chercheurs et des gens qui verront nos images et qui aimeraient, au fond, à travers vous, voir à quoi vous faites allusion. Vous dites : « C'est un pays de vieux », c'est un pays qui est fermé sur lui-même. En quoi ?

R : Là aussi c'est un sentiment. Plutôt qu'un pays de vieux (parce que les gens pourraient se sentir insultés, ce qui n'est pas mon but) c'est un pays où l'on s'ennuie. C'est d'un mortel ennui, c'est un pays qui a perdu toute son audace parce qu'il a eu une histoire très turbulente mais tout le monde l'oublie et s' imagine que la situation actuelle est la situation qui a toujours existé et qui existera toujours. Quand je dis « actuelle » cela peut couvrir une large tranche, disons les 50 dernières années. Et il n'y a tellement pas d'audace, pas de souffle, les gens sont « propres en ordre ».

*Développement.*

21.59 Q : Encore quelques exemples.

R : C'est la perte d'énergie extraordinaire qu'il y a dans les institutions politiques en Suisse et pour ma part je pense (et je sais que d'autres personnes le pensent aussi mais n'osent pas vraiment le dire) que la démocratie directe, telle qu'on la connaît en Suisse (qui est citée en exemple mais qui est devenue tellement extrême, où l'on ne décide rien sans avoir l'avis de la dernière personne et si celle-ci n'est pas d'accord on va tout changer), la démocratie poussée à ce point ce n'est plus de la démocratie, cela devient une espèce de dictature « soft ». Là aussi je crois que, sauf à réformer le système en profondeur, soit l'on va rester comme cela à stagner, soit de choses terribles pourraient se produire.

22.51 Q : Vous venez de dire : « dictature soft », alors en quoi le fait de consulter aussi fréquemment aboutit-il, en fait, à la dictature ?

R : Parce que de consulter, autant dire, dilue les responsabilités, allonge les délais de manière éhontée. Ce qui fait que plus personne ne sait de quoi l'on parle et finalement les seuls qui ont gardé le fils sont ceux qui tirent leurs marrons du feu.

C'est une illusion de démocratie car à force de diluer les responsabilités, qu'il ne se passe jamais rien, les gens se désintéressent de la « chose publique ».

Lorsque l'on vote sans cesse sur des sujets qui n'ont pas d'importance et que l'on donne l'illusion au peuple qu'il est consulté (il l'est bien sûr, mais ce n'est qu'une illusion car les gens n'y vont plus : il y a 25% des gens qui vont voter, à peine), on se rassure en se disant : « On a consulté », et les projets sont dénaturés, il n'y a rien de fort qui se passe.

24.03 Q : Est-ce que la dilution dont vous parlez aboutit, à votre avis, à un conservatisme, autrement dit à une stagnation par le fait que réunir des majorités devient difficile et donc les choses ne bougent pas ?

R : Tout à fait. Je pense que les choses ne bougent pas ou qu'elles avancent telles qu'elles sont, elles suivent leur cours. Il y en a forcément qui tirent leurs marrons du feu, c'est clair, sinon le système serait modifié. Vivre dans cette espèce de pays où il ne se passe jamais rien permet aussi pour des gens qui ont le pouvoir notamment financier, le pouvoir économique, d'avoir une stabilité qui permet aux affaires de se faire et qui permet à des gens (que je ne connais pas parce que je ne fréquente pas ces milieux et que je n'y comprends rien en matière économique, par exemple) de pouvoir vivre tranquillement à l'ombre, de faire leur petit business.

25.01 Q : Avez-vous le sentiment que les institutions et le fonctionnement politique que vous définissez ainsi correspond également à une mentalité du peuple suisse ? Au fond, est-ce que le peuple suisse a les institutions qu'il mérite que vous décriviez ?

R : Il a probablement les institutions qu'il mérite mais je pense que le peuple suisse vaut mieux que les institutions qu'il a. Je pense que chaque personne a mieux à offrir mais il faut peut-être un peu la brusquer. Il faut lui donner des choix clairs, des choix qui soient forts, des enjeux qui soient importants, plutôt que de la maintenir dans cette espèce de désintérêt.

25.50 Q : Quand vous allez à l'étranger, dans nos pays voisins, que ce soit en France, en Allemagne ou en Italie, voyez-vous une différence de mentalité, de regard sur la vie dans la population par rapport à ce que vous constatez chez vos compatriotes suisses ?

R : Indéniablement. Si l'on prend la France, c'est plus facile d'avoir un avis... Je parle l'anglais, pour l'Angleterre mais je connais moins, c'est un pays où je suis affectivement donc je n'ai pas tout à fait le même regard, quoique...

Ce qui peut être commun entre ces deux pays et que l'on ne trouve pas en Suisse, et pour cause, c'est le sentiment d'appartenir à une nation, d'appartenir à un groupe qui, certes, se fond dans une entité plus grande qui est l'Europe : c'est de faire partie de quelque chose. En Suisse, je ne sais pas de quoi on fait partie. On fait partie de son canton parce que c'est l'entité que l'on connaît le mieux. Mais dire que l'on est suisse est presque un peu une aberration.

26.51 Q : Pourquoi est-ce une aberration ? Parce qu'au fond il y a le courant inverse qui vous dira : « La Suisse c'est un petit peu l'image de ce qu'est l'Europe, c'est la réunion de cultures sous un même drapeau, sous une même économie, une culture qui se forge et qui est translinguistique ». Voilà ce que l'on va plaider. Que répondez-vous à cela ?

R : J'espère que l'Europe sera mieux que la Suisse parce que, peut-être, ce qui ne va pas c'est de prétendre que la Suisse est un pays. Si l'on dit que la Suisse est (et c'est ce qu'elle est à mon avis en réalité) une Confédération d'Etats où il y a de petits Etats qui vivent dans cette structure, c'est une vraie Confédération. Mais on a ces micro-Etats qui se prennent pour des Etats, qui ont chacun leur propre Constitution, leurs hymnes nationaux et leurs caractéristiques et qui pensent qu'ils sont des Etats. En même temps, on n'adhère pas à cette chose qui devrait être plus grande.

Il est vrai, cependant, que si l'on va à l'étranger (c'est toujours le phénomène du recul) et que l'on observe la Suisse de loin peut-être que l'on trouvera alors plus facilement des traits communs. Tout d'un coup on se dira : « Je me sens plus proche, sur certains points, d'un Suisse alémanique que d'un Français ». Il y a peut-être des choses néanmoins qui existent, ne serait-ce que les institutions que l'on a en commun, le système de la démocratie directe, par exemple. Mais c'est un peu les seules occasions de se rencontrer. Je pense que l'on n'a pas grand chose à faire ensemble.

28.42 Q : Que pensez-vous des arguments qui disent que tous ces petits Etats, ces cantons, et l'autonomie qu'on leur laisse, ont pour avantage pour le citoyen d'avoir un rapport de proximité avec les êtres qui les gouvernent. Que la petite unité gouvernementale favorise justement ce lien entre le pouvoir et les citoyens. On oppose souvent cela, d'ailleurs, aux Etats centralisateurs.

R : C'est vrai que l'on se sent plus à l'aise si le pouvoir est plus proche mais encore faut-il que ce soit un vrai pouvoir. Ma perception de ce que les autorités européennes ou les Etats européens essayent de faire, c'est-à-dire d'avoir un pouvoir central assez fort pour donner de grandes directions, de grandes injonctions, de créer cette unité et ce sentiment d'appartenir à quelque chose tout en ayant les pouvoirs locaux qui soient renforcés et qui traitent des choses proches du quotidien des gens, me paraît être une bonne piste.

Cependant en Suisse, nous n'avons pas un pouvoir central qui est fort, qui donne les grandes directions et on ne peut pas se reconnaître dans ce pouvoir-là.

On ne peut se pas tellement se reconnaître dans ce pouvoir local qui a perdu quand même beaucoup de sa force. Il ne reste que les petites enveloppes mais elles ne sont pas remplies avec les bonnes choses.

30.20 Q : Le mouvement « Renaissance Suisse-Europe » est né en 1993. Vous n'étiez pas dans le groupe qui l'a constitué tout au début mais vous l'avez rejoint. De quelle manière ? Quand en avez-vous entendu parler ?

R : J'ai rejoint ce groupe peu après sa création.

30.44 Q : Combien de temps après ?

R : Trois ou quatre semaines après.

C'est un groupe de personnes qui se connaissaient : François CHERIX, Mireille CHERIX, Anita COTTIN (?) et Anne VIREDAZ FERRARI qui se connaissaient du monde associatif pour avoir fait des activités ensemble dans d'autres domaines. En particuliers « Amnistie Internationale ». Là aussi proche de la gauche dans la sensibilité, pour définir schématiquement.

Et eux, qui ont été également catastrophés par la votation qui a échoué le 6 décembre (c'est eux qui me l'ont raconté par la suite quand je les ai rencontrés), ont décidé de faire quelque chose. Ne sachant pas quoi faire (s'il fallait rejoindre, par exemple, le mouvement Nelset (?) qui existait à ce moment-là, ou d'autres mouvements, ou créer quelque chose) ils sont allés consulter un certain nombre de personnes, ont pris des contacts avec des gens, des médias, des politiciens pour leur dire : « Mais quelle piste pourrions-nous suivre ? ». Ils ont fait cet énorme travail qui a duré plusieurs mois en 1993 et finalement ils sont arrivés à la conclusion qu'il valait mieux créer un mouvement.

32.04 François CHERIX a eu une tribune libre dans le nouveau quotidien et j'ai lu son texte, son constat de la Suisse et ce qu'il proposait m'a beaucoup frappée parce que c'était totalement en harmonie et dans le bon timing avec mes propres préoccupations. Ceci fait que l'on a pris contact et après les choses se sont emballées parce que sitôt que nous nous sommes rencontrés et sitôt que d'autres personnes ont adhéré, on s'est lancé dans les premières élections. Nous avons fait connaissance chemin faisant et on ne s'est pas arrêté, dès lors, de faire des choses.

32.52 Q : C'était les élections cantonales ?

R : Tout de suite les cantonales, en janvier-mars 1994.

33.02 Q : Vous avez d'ailleurs déjà fait 2 campagnes cantonales jusqu'à celle cette année 1998. C'était votre deuxième ?

R : C'était même ma troisième parce qu'il y a eu l'élection complémentaire au conseil d'Etat...

33.14 Q : Qui a vu Joseph ZYSIADIS ?

R : Je n'étais pas dans celle-là. Il y en a eu deux dans cette législature et je n'étais pas dans celle qui a vu l'élection de Joseph ZYSIADIS mais dans la suivante, qui a vu l'élection de Madame MORERE. J'ai fait trois élections au Conseil d'Etat et le mouvement a fait deux élections au Grand Conseil.

33.34 Q : Comment est-ce que l'on apprend les méthodes électorales lorsqu'un petit groupe de gens, un petit groupe de citoyens fait le béas-bas du travail politique, comme cela, en si peu de temps ?

R : Il faut beaucoup d'énergie, on se lance à l'eau. Heureusement, beaucoup d'entre nous sont juristes, ce qui aide un peu.

C'est aussi là que ce que l'on avait appris dans les cours de droit constitutionnel s'applique en réalité et c'est toute une autre histoire.

34.15 Q : Démarre une campagne politique. Vous étiez juriste et cela vous a aidé bien sûr, que ce soit les papiers à imprimer, les contacts à établir, etc., est-ce que vous avez eu l'aide d'autres formations politiques, par exemple ?

R : Ah non, ça en tout cas pas. Je crois qu'on a appris en faisant les choses, ce qui est souvent la meilleure manière d'y arriver. Heureusement, François CHERIX est quelqu'un de particulièrement à la fois énergique, travailleur, consciencieux et en plus il a le sens pratique. C'est un juriste avec le sens pratique. On a eu, je dois le dire, l'aide de l'administration parce qu'ils nous voyaient arriver avec intérêt et bienveillance. Quand je pense administration c'est le vice-chancelier Monsieur CHESEAUX, qui s'occupe des élections, qui nous a donné de tuyaux. Lorsque nous avons téléphoné ils nous ont dit : « Il faut remplir ces feuilles, il faut faire ceci, etc. ». Ils nous ont un petit peu expliqué, étant intéressés.

*Développement*

35.34 Q : Il y a eu des initiatives qui ont eu des lancées : la première pour une nouvelle tentative d'EE et il y a eu l'initiative pour l'adhésion. Comment s'est situé votre formation par rapport à ces initiatives ?

R : Par rapport à la première initiative, nous n'existions pas encore. Elle a été lancée très rapidement par le mouvement qui s'était créé juste après le mouvement Nelset, donc en décembre 1992.

36.02 Q : Nelset, il faut peut-être dire ce qu'il représente.

R : « Mouvement Nelset 1992 », un mouvement qui est né juste après la votation négative du 6 décembre. Cela m'a beaucoup intéressée de découvrir ce qu'il y avait derrière le décor de ce mouvement, en ce sens qu'à Bruxelles à ce moment-là (j'étais venue en Suisse pour voter, repartie en Belgique et très vite cette formation est apparue) je me disais : « Mais comment est-ce que ces jeunes y arrivent ? », « Mais quelle belle énergie ! ». J'étais pleine de complexes, je me disais : « J'ai presque 15 ans de plus et ils sont tellement entreprenants ». Par la suite, lors de la deuxième initiative, nous étions dans le coup et le mouvement Nelset aussi. En réalité, tous ces jeunes, ceux qui étaient à la tête du mouvement, étaient tous des jeunes des « Jeunesses de partis », des quatre grandes formations politiques. Je leur tire mon chapeau bien sûr, parce qu'ils l'ont bel et bien fait mais ils avaient la logistique des différents partis derrière. Donc ce n'est pas tout à fait une création spontanée autour d'un plat de spaghettis de jeunes qui se disent : « On y va et on lance ça ! ». Cela a un peu démystifié la chose.

37.23 Sur la première initiative nous n'étions donc pas du tout concernés en revanche nous avons participé à la fois à titre de mouvement mais comme personnes physiques, parce que pour les initiatives il faut que ce soit des individus qui soient initiants.

François CHERIX et moi-même nous sommes les deux initiants pour le mouvement « Renaissance Suisse-Europe » et nous sommes, je crois, 27 ou 29 au total.

Il y a donc eu de grands rounds de discussions entre cinq mouvements au total (il y en avait plus au départ mais certains ont été écartés) pour lancer cette initiative. C'était là aussi une aventure de civisme grandeur nature d'une part, et cela m'a aussi donné l'occasion de briser un tabou, à savoir (comme on dit bêtement) passer la ligne de rösti et d'aller de l'autre côté, d'avoir des contacts avec des Suisses alémaniques et de découvrir que là aussi il y a beaucoup d'énergie. Cela me permettait de me rendre compte que les gens ne sont pas d'un bloc, qu'ils ne sont pas tous nuls et qu'il y a des gens qui s'engagent dans des projets. C'était très agréable de le faire avec eux, de découvrir aussi d'autres manières, qu'ils ont, de réfléchir, qui peut peut-être expliquer certaines choses dans ce pays.

*Explication de la manière de penser et d'agir des Suisses alémaniques*

38.58 Q : Le mouvement « Renaissance Suisse-Europe » a-t-il évolué dans sa finalité, dans son message principal par rapport à sa création ?

R : Il n'a pas véritablement évolué, il a toujours eu comme objectif d'être un parti pour les réformes (on pourrait l'appeler « Parti de la réforme » si l'on voulait), un parti pour les réformes institutionnelles de grande ampleur, des réformes vis-à-vis de l'extérieur (par l'adhésion à l'ONU) et des grandes réformes intérieures. Par rapport à l'état de nos réflexions, il nous semble que l'on ne peut pas changer l'un sans l'autre : on ne pourra jamais sortir de notre coquille suisse sans modifier certaines choses à l'interne et qu'à l'inverse, si l'on sortait de notre coquille et que l'on puisse adhérer à l'Union, cela aurait de très grandes répercussions sur l'organisation intérieure.

C'est donc plutôt un parti de réformateurs, si l'on veut, mais nous avons, par provocation, pour singulariser notre discours et pour tenir le flambeau pro-européen dans ces années qui étaient assez difficiles, affiché cela comme couleur. Ce serait donc plutôt une question de facettes, de mettre en valeur l'une ou l'autre facette.

40.13 Les réformes au centre de vos préoccupations. Est-ce que les réformes doivent précéder une adhésion, nécessairement, ou est-ce que la Suisse dans sa structure actuelle pourrait parfaitement faire le saut de l'adhésion ?

R : C'est une question difficile : jusqu'à l'arrivée de l'Euro je me disais que rien ne changerait sans que le système intérieur ne soit modifié, notamment la double majorité.

Là, on a dans nos cantons une initiative pour réformer le système de la double majorité, pour changer la pondération du vote des cantons parce qu'il paraît peu concevable que des cantons aussi petits que Uri et Schwitz (je ne leur veux pas de mal), par rapport au canton de Zürich surtout, aient le même poids alors qu'ils sont 39 fois moins peuplés.

### *Développement*

41.26 Jusqu'à l'arrivée de l'Euro je me disais que cela allait encore durer des années jusqu'à ce que l'on puisse modifier en profondeur le système pour permettre juridiquement une adhésion (puisque'il y a ce blocage de la double majorité). Avec l'arrivée de l'Euro, certains milieux ont pris conscience que de toute façon c'était inéluctable. Certains disent avec énormément de dépit, parce que cela ne correspond pas à leur philosophie, que l'adhésion arrivera un jour ou l'autre. Les gens peuvent continuer à être contre mais il y a de moins en moins de gens qui disent : « Cela n'arrivera jamais. ».

Il y a cet élément-là et je pense que lorsque l'Euro sera une réalité (il est en train de le devenir) et que les milieux économiques, ceux qui ont le pouvoir et la puissance de l'argent en Suisse diront : « Bon, il faut que l'on y aille », cela ira très vite. Contrairement à ce que j'ai dit précédemment avec une vision si pessimiste de ce pays si lourd, si lent, je crois que la Suisse est capable de très grandes ruptures de manière très rapide.

42.39 Q : Vous dites : « Le jour où ils diront : « On y va ». » Est-ce que les milieux économiques ne le disent pas encore à votre avis ?

R : Ils le disent en paroles quand cela les arrange mais dans les faits... notamment par rapport à l'initiative, on a pu constater que ce n'était que du « blabla » parce qu'il n'y avait personne.

43.02 Q : L'initiative sur l'adhésion ?

R : L'initiative sur l'adhésion. Cela coûte cher, on a fait des prix qui défient toute concurrence. Heureusement, le mouvement Nelset avait les militants. On a eu un très faible soutien, pour ne pas dire inexistant de toutes ces grandes compagnies, notamment Swissair qui disait (c'était à l'époque d'Alcazar alors ils voulaient se rapprocher d'Austrian Airlines mais cela n'a pas joué) : « Il faut absolument construire dans l'Europe, etc. ». On leur a écrit, évidemment : « Nous faisons cette initiative, si vous êtes intéressés, venez, donnez-nous de l'argent ». Et ils nous ont répondu qu'ils ne pouvaient pas faire ça.

43.40 Q : Est-ce que c'était nécessairement par manque de soutien et d'adhésion à vos idées ou par choix stratégique ? Je pense en particulier à la crainte de beaucoup de pro-européens qui disent : « Une votation trop précoce pourrait renvoyer aux Calendes Grecques le OUI dont la Suisse a besoin.

R : Il y a peut-être ça mais pour moi ce sont de fausses excuses parce que si l'on ne fait rien, on est au moins sûr que rien ne se passe. Je crois qu'il faut battre le fer pendant qu'il est chaud, c'est quand même de longs processus. Pour d'autres choses il a fallu plusieurs passages devant le peuple, mais là je crois que c'est vraiment un peu de l'ordre de la fausse excuse.

44.44 Q : Que pensez-vous des bilatérales ? Souhaitez-vous leur succès, qu' imaginez-vous devoir se passer et ce qui va se passer ?

R : J'ai toujours dit à qui voulait l'entendre, que ce soit en privé ou les quelques fois où j'ai pu le dire en public, que cela ne m'intéressait absolument pas. Elles n'ont rien d'intéressant.

Des accords de ce type sont conclus presque tous les jours par la Suisse avec plein de pays du monde. Ce sont des négociations bilatérales, négociations commerciales, etc. Tout d'un coup de les avoir monté en épingle, vu le contexte, je trouve que c'est une perte d'énergie, une perte de temps, cela encombre le paysage. On peut se gargariser en faisant semblant qu'on fait quelque chose. C'est ma position. Du moment qu'elles existent, autant qu'elles soient menées à leur terme, bien sûr, puisqu'elles encombrent le paysage.

Je pense qu'il faudrait sortir pas le haut, les inclure, puisque l'on voit que cela ne va jamais fonctionner, les bilatérales, il y a chaque deux jours quelque chose. Quand on croit que c'est à bout touchant, il y a de nouveau un petit truc qui sort du chapeau en disant : « Ah non, on a oublié de négocier ça, et il y a ceci qui ne va pas, etc. ». Et ce n'est pas vraiment de la politique, ce sont des accords techniques auxquels on donne une dimension politique mais qui ne nous avance à pas grand chose.

46.03 Q : Mais est-ce que la Suisse pourrait se passer de ces accords, en attendant une adhésion ? Est-ce qu'elle pourrait vivre sans ça ?

R : De toute façon, cela va revenir un peu au même, il faut voir les accords en eux-mêmes, par exemple par rapport à la libre circulation des personnes, de toute façon il y a des référendums qui nous pendent au bout du nez, par des formations politiques beaucoup plus puissantes en terme d'argent, qui n'auraient aucune peine à réunir les 50'000 signatures. Je pense à l'Asine (?) présidée par BLOCHER qui a déjà dit que s'il y avait ce morceau-là, et on sait qu'il y sera, le référendum serait là. On va donc perdre du temps là-dessus. Il y aura un vote probablement négatif parce que ce n'est que sectoriel. Et même s'il était positif, les délais demandés par la Suisse pour mettre en vigueur la libre circulation des personnes sont tellement longs que cela ne changerait rien.

Là aussi on retrouve une chose qui est assez suisse : toujours vouloir tout (le beurre, l'argent du beurre, le sourire de la laitière, vingt centimes en retour, etc.). Dans ces accords-là, les Suisses peuvent entrer d'ores et déjà dans l'Union mais les gens de l'Union ne peuvent pas entrer en Suisse, par exemple.

Ce sont des accords un peu bizarres mais qui n'embrassent qu'une partie du problème, qui ne donnent pas plus de pouvoir sur le plan institutionnel. Ce sont vraiment des accords techniques et le moyen de leur donner une dimension politique est de faire en sorte qu'ils aboutissent. Sinon, on est dans un impasse. On peut bien attendre mais cela ne va quand même pas fonctionner.

47.39 Il faudrait que le Conseil Fédéral ait la force de dire (plutôt que de dire : « On les arrête » parce que c'est un trop gros échec) : « On prend tout ce qui a déjà été négocié », qui est un énorme travail des négociateurs, des fonctionnaires des deux partis qui ont dû mener à bien cela, et on l'incorpore dans la demande d'adhésion, comme ça on aurait au moins sept domaines qui sont pré-mâchés. Ajouter les autres, pour moi, ce serait une sortie élégante vers le haut.

48.09 Q : Il y a un domaine que vous avez déjà mentionné, sur lequel votre formation travaille ardemment, c'est les régions. On parle beaucoup aujourd'hui de « l'Europe des régions » et vous, vous travaillez déjà sur la « Suisse des régions ». C'est un élément d'actualité au moment où l'ancien Conseiller d'Etat Philippe PIDOUX a lancé (je crois que c'était l'an dernier) l'idée d'une fusion Vaud-Genève. On a vu tout d'un coup cette année 1998, l'idée a resurgi au courant de l'été, des alliances objectives (quand je dis « objectives », je pense à des courants politiques opposés qui se retrouvent autour de ce thème). Votre mouvement « Renaissance Suisse-Europe » adhère, je crois, à ce concept de la fusion Genève-Vaud, et pour quelles raisons ?

48.59 R : La raison est assez simple : dans notre charte politique qui existe depuis le début, existe l'idée de la régionalisation, l'idée que les cantons sont des entités beaucoup trop petites et qu'il faut (selon une jolie formule mise au point par François CHERIX) : que la Suisse se recouse dans des habits plus grands. Il faudrait (c'est difficile de dire le nombre) disons entre 5 et 7 grandes régions que l'on pourrait appeler « cantons » pour faciliter les choses, pour que les gens s'accrochent à quelque chose qu'ils connaissent.

Philippe PIDOUX a lancé cette idée de fusion Vaud-Genève. Au départ, lui ne parlait que de ces deux cantons-là. Et nous lui avons envoyé une lettre extrêmement dure à l'époque, une lettre qui a été publiée.

49.46 Q : « Nous » c'est qui ?

R : C'est François CHERIX et moi. Nous étions les deux signataires au nom de « Renaissance Suisse-Europe » en disant : « On tombe un peu des nues, vous qui avez toujours privilégié jusqu'à la dernière petite commune de douze habitants, qui avez toujours prôné « le small is beautiful », on ne comprend plus rien, que se passe-t-il ? ». C'était vraiment très dur comme attaque et Philippe PIDOUX (je me réjouis de le découvrir puisque nous allons travailler ensemble sur ce projet) a eu le fair-play, on peut dire, ou la curiosité intellectuelle (je ne sais pas

si j'aurais eu la même curiosité, je crois que j'aurais boudé dans mon coin en recevant une lettre de ce genre) de chercher à rencontrer François CHERIX, qui à cette époque-là venait de publier un livre : « La Suisse est morte, vive la Suisse » (je crois que c'est le titre) qui reprend ces grands thèmes, notamment la région.

50.39 Ils se sont vus et ils ont pu débattre chacun de leur position de manière un peu plus sereine et François CHERIX disait à Philippe PIDOUX (je n'assistais pas à cette discussion mais je les connais) : « Il faut aller au-delà de la fusion de deux cantons, cela n'a de sens que si c'est le premier pas vers une région ». Philippe PIDOUX s'est déclaré tout à fait d'accord sur cette ligne-là dès lors que l'objectif était le premier pas pour une région, puis, à terme (troisième étape), une régionalisation complète de la Suisse, c'est-à-dire une recombinaison complète du pays. Vu que ces bases-là étaient posées, le mouvement s'est dit qu'il pourrait travailler alors avec Philippe PIDOUX et dans l'intervalle, Bernard ZIEGLER, ancien conseiller d'Etat genevois, socialiste, qui l'avait rejoint aussi.

51.34 Là on voit que sur des idées fortes (et c'est peut-être aussi ce qui va se passer les prochaines années sur d'autres chantiers politiques et institutionnels) trois formations politiques différentes (une de gauche, une de droite et nous qui nous définissons plutôt comme étant de gauche mais encore assez neutres dans le champ politique sur les autres objets) travaillent ensemble par projet et les personnes qui ont envie de faire avancer les choses se réunissent sur un thème pour faire avancer cette idée. Si on attend, rien ne va jamais se passer.

52.10 Q : Le rééquilibrage des populations (vous avez fait allusion tout à l'heure au poids prépondérant des cantons lors des votations à double majorité) : est-ce qu'il va tenir compte de ça dans la réorganisation de ces régions ? Est-ce qu'un équilibre de population sera recherché dans le découpage à faire, selon vous, du paysage suisse ?

R : On ne va pas compter les gens et dire : « Là on en met un million et on fait un trait autour, etc. ». Je crois qu'il faut aussi que les génies propres des différents lieux s'expriment, il faut que les gens se rejoignent parce qu'ils ont envie de se rejoindre : on voit assez bien une région de Suisse occidentale se dessiner, la Suisse centrale, etc. Il y a quand même des entités qui forment une espèce d'unité.

A ce propos-là, on ne recherche pas d'unité linguistique, ce qui serait une grave erreur. Il faudrait que le canton de Berne, idéalement, rejoigne cette grande région dont Vaud-Genève serait le début.

53.12 Je pense qu'il existe d'autres instruments que l'Union Européenne à développer depuis le début, c'est-à-dire de pondérer les voix (par exemple si de

plus petites régions subsistent en terme de nombre de population, il faut qu'elle puisse s'exprimer tout autant que les autres). On peut imaginer, pour qu'il n'y ait pas ce déséquilibre que j'exprimais avant, d'avoir des clés de répartition, que l'on trouve dans l'Union et qui ont fait leurs preuves depuis l'origine : le Luxembourg vaut beaucoup plus que sa population mais quand même, l'Allemagne a un nombre de points, de voix qui est supérieur dans le chiffre. Le Luxembourg continue de valoir beaucoup plus dans l'Union que sa voix singulière s'il était hors de l'Union. On peut donc trouver des systèmes institutionnels.

54.03 Q : Lorsque l'on prend la petite chambre fédérale, qui aujourd'hui met justement à égalité tous les Etats de Suisse, est-ce que là aussi vous verriez une diminution de ce nombre pour rééquilibrer ?

R : Je pense que vous faites allusion au Conseil d'Etat : on peut se demander si elle a vraiment sa raison d'être. Je lisais avec intérêt dans le courant de l'été, lors du 150<sup>ème</sup>, que tous les médias font des rappels des origines de la Suisse.

54.37 Q : Le 150<sup>ème</sup> anniversaire de la Confédération ?

R : Voilà. Je crois qu'il y avait des discussions extrêmement vives, à l'époque, pour se demander si oui ou non il fallait une chambre des cantons ou pas. A une très courte majorité il a été décidé d'en avoir une. On pourrait avoir une chambre des régions ou une chambre du peuple. Je crois que tout est ouvert sans non plus nécessairement détruire tous les repères que chaque personne (moi la première) souhaite conserver, dans une phase peut-être transitoire ou peut-être pour garder cette illustration d'une certaine forme de pouvoir.

55.12 Q : Dans la perspective d'une Europe de demain, avec sa monnaie unique, avec sa politique commune, peut-on imaginer une réorganisation allant jusqu'à la dissolution de la Suisse, sous sa forme actuelle en tout cas ?

R : C'est possible. Cela fait très peur quand on en parle comme ça...

55.39 Puisque c'est une interview personnelle de vous-même, est-ce que c'est une chose qui vous fait peur, la perspective de voir la Suisse disparaître ? Ce ne sont pas les villes qui disparaîtraient mais les structures politiques.

R : Non, cela ne me fait pas du tout peur et je pense qu'il y aura une situation intermédiaire ou qu'il y aura quantité de frontières (quand je dis frontières, c'est autant celles de la commune, que du canton, que du département pour la France) qui vont se chevaucher mais qui vont être dessinées de plus en plus finement ou avec un crayon de plus en plus gris et peu à peu disparaître.

On pourra toujours s'y référer : chaque Etat a des espèces de découpages totalement archaïques qui subsistent (en tout cas dans l'esprit des gens) mais je crois que cela peut se faire progressivement.

56.32 Q : Donc à long terme, pour vous, cet accident de l'Histoire qu'a été la composition helvétique au centre de l'Europe c'est une chose qui va, au fond, se dissoudre peu à peu ?

R : Je pense. Ce n'est pas sûr que je soie encore là pour le voir mais je le pense.

56.53 Q : L'avenir de l'Europe et sa construction : pour vous, est-ce important d'aller vers une Europe et un bloc européen (il a été perçu comme un bouclier, par exemple, face au poids de l'Amérique et au poids économique de l'Asie) ou voyez-vous l'Europe comme une étape de la construction qui pourrait aboutir un jour à un gouvernement mondial ?

R : J'avoue que ma prospective n'est pas allée aussi loin que la vôtre. Là on retrouve peut-être la question que vous posiez tout à l'heure qui est de savoir si le pouvoir doit être près des gens, si les gens sont mieux avec un pouvoir qui est près d'eux. Peut-être que ce sont mes propres limites mais je crois que cela ferait trop grand. Cela n'a plus de sens si c'est trop grand.

Il faut quand même, à mon sens, une unité entre les différentes composantes qui peuvent être très diverses, mais néanmoins une unité entre elles. Si c'est la paix sur terre, tant mieux, et de toute façon les individus continueront à se mouvoir par-ci, par-là au gré de leurs envies, en faisant fi des frontières. Alors ça, je ne sais pas.

58.16 Q : Mais si c'est, en revanche, la promotion de la paix sur terre : dans l'esprit de Jean Monnet, qui voyait entre des peuples adversaires de toujours (Allemands - Français) les moyens de s'unir (ce qui a donné naissance à l'Europe en développement que l'on connaît aujourd'hui), y a-t-il moyen de poursuivre cette construction, plutôt que de rester dans des organes, somme toute, limités en pouvoirs comme les Nations Unies ?

Vous parliez de la crainte de perdre la dimension intermédiaire, la dimension de proximité, mais cela comme réponse à ce qui, en économie, est déjà la mondialisation.

R : Il y a plusieurs éléments dans votre question. Par rapport à la globalisation, mondialisation, il est certain que le pouvoir politique doit pouvoir se hisser au même niveau. On dit : « Le politique se désintéresse, le politique n'arrive pas, ils sont nuls, etc. » mais c'est simplement qu'il faut arriver à hisser au même niveau, avoir un même niveau de conséquences. Il faut pouvoir imposer des règles à une échelle qui soit la même que celle de l'économie.

Evidemment, si l'économie, faisant fi des frontières (ce qui est son rôle, sa finalité, son génie, tout ce que l'on veut) il faut que la réponse politique soit, elle aussi, globale et de même échelle, c'est certain.

59.49 Q : D'où l'objet de ma question, justement.

R : Tout à fait. On pourrait avoir des instances à qui sont délégués un certain nombre de pouvoirs sans avoir nécessairement un pays qui s'appelle : « Le

Monde ». Je trouverais cela un petit peu triste aussi, bien que je m'ennuie un peu en Suisse...

1.00.07 Q : Il serait difficile d'être réfugié politique quelque part, hormis sur la lune...

R : L'uniformité où cela irait, s'il y avait des martiens, alors là cela deviendrait drôle parce qu'il y aurait de nouveau une sorte d'altérité ailleurs, mais là ce serait un peu dommage. C'est un peu enfantin de dire cela mais en même temps cela fait partie de la respiration des peuples, des démocraties et des humains.

On voit les Etats qui oscillent sans cesse entre centralisme et la décentralisation complète, donc on pourrait avoir un mouvement qui s'amorce et qui vienne jusque là mais en même temps, des recompositions sur des entités plus petites.

1.00.49 Cela m'a beaucoup frappée lorsque j'ai participé à la séance constitutive de l'association Vaud-Genève, le 1<sup>er</sup> septembre dernier : une toute jeune femme, avec un langage très cru de quelqu'un qui ne sait pas quels mots utiliser, disait : « Votre truc c'est pas mal mais je ne vois pas à quoi cela sert parce qu'après tout, les Etats se dressent sur l'échelle de la Suisse et tous les cantons (on en met deux, trois) on les met tous ensemble, et cela fait une grande Suisse alors ce sera trop grand et ils vont refaire des cantons, etc. ». C'est vrai que ce cycle existe aussi. Le monde, c'est grand, mais il faut une réponse politique à l'économie.

1.01.33 Q : Par rapport à cette question : Vaud-Genève, oui, mais pourquoi pas Neuchâtel, pourquoi pas une entité romande ? Vous disiez : « Berne, etc. ». Où situer, au fond, cette construction, où la limiter ?

R : Il n'y a pas vraiment de raison de la limiter : le processus est ouvert, des lettres ont été adressées aux gouvernements des cantons pour essayer de leur indiquer ce qui se passait. Il faut que chacun se sente libre (quand je dis « chacun », c'est chaque entité) de rejoindre ou non. Il y a des idées de faire des réunions : « Neuchâtel, Fribourg, Jura, etc. ». Cela se dessinera de manière assez naturelle quand même, il ne faut pas que ce soit totalement artificiel. Il faut un peu de volontarisme. Il n'est pas question non plus de choisir qui seront les partenaires.

1.02.34 Q : Cela vous paraîtrait absurde d'imaginer un canton romand, tout simplement ? Vous avez fait, tout à l'heure, une critique à l'égard des compositions par culture : c'est intéressant de voir que le Jura fait tout à fait le contraire, c'est l'élément linguistique qui a été déterminant pour lui et pour créer la sauvegarde de cette culture indépendamment de Berne. Est-ce qu'aujourd'hui il est absurde d'imaginer un canton romand ?

R : Je ne le souhaiterais pas. Pour ma part, je ne souhaiterais pas du tout qu'un canton roman existe, cela voudrait dire qu'il faudrait retailler dans ceux qui existent (le Valais, Fribourg, Berne sont bilingues).

Si l'on revient sur les entités du canton de Vaud, si tout d'un coup la Broie dit : « J'en ai marre d'être avec vous, de l'arc lémanique, je veux rejoindre Fribourg », pour moi il n'y a pas de problème. Il faut que les gens soient là où ils sont le mieux. Mais de commencer à tailler comme l'Inde...

1.03.45 J'ai eu la chance de faire un tour du monde et j'ai beaucoup lu sur les pays que je traversais, notamment sur la partition de l'Inde. Quand on voit que cela a été fait avec une règle et une roulette pour définir les contours (couper des villages en deux, etc.), on voit la catastrophe. A voir le Pakistan, qui a été divisé en deux, après le Bangladesh naît. Ce sont des sources de conflits terribles. Là, il faut un peu laisser les choses se faire.

1.04.13 Q : Là s'ajoutait encore le problème religieux des compositions entre les régions musulmanes et indoues.

Je souhaiterais encore vous entendre (au moment où votre action s'anime autour d'une fusion de deux cantons) sur l'intérêt et la nécessité d'une telle action. Intérêt économique d'abord : si l'on prend les régions comme Genève, vous semble-t-il important que l'on fasse, au fond, une fusion ? Est-ce prioritaire, lorsque d'autres urgences pourraient s'imposer, et je pense particulièrement aux zones frontalières qui sont déjà au-delà de la frontière suisse.

Quelqu'un disait ici même, il y a quelques jours, l'avantage de l'Europe c'est que des zones marginalisées, des zones frontalières deviennent des zones économiques propres, avec leur autonomie dans l'enceinte de l'Europe. Et dans un cas particulier, combien de Genevois habitent de l'autre côté de la frontière, etc.

Dans cette perspective-là, fusion Vaud-Genève, est-ce vraiment une priorité ? Ne serait-il pas plus urgent de recomposer les régions en y incluant des régions des deux côtés du Lac de Constance, par exemple, ou du Lac Léman pour reprendre l'exemple chez nous ?

1.05.49 R : Bien sûr mais il faut le faire tout en même temps. L'être humain doit pouvoir penser à plusieurs choses en même temps. Il faut travailler sur l'existant aussi, il faut être conscient de sa limite. Ce sur quoi on peut travailler avec les instruments démocratiques qui sont les nôtres, c'est au sein de l'enveloppe de la Suisse.

Il y a cette autre frontière (la vraie frontière qui existe) donc il faut à la fois militer pour l'activation du dossier européen, pour la possibilité pour ces régions de travailler (elles commencent à le faire). Mais la vraie frontière de la Suisse, « petit îlot », au milieu de cette grande entité européenne existe, c'est une réalité avec laquelle il faut travailler.

1.06.36 L'un n'exclut pas l'autre, même si les gens (les Genevois) souhaitent une plus grande entité, ils continuent à avoir plus d'atomes crochus avec ceux

qui sont juste de l'autre côté de la frontière qu'avec des gens qui sont du côté d'Aigle, c'est certain, mais l'un n'empêche pas l'autre.

On voit bien que ces régions sont un peu coincées sur des frontières et que ça ne va pas bien, mais ce n'est pas parce que l'on ouvre d'un côté que l'on va leur interdire d'aller de l'autre.

C'est pour cela qu'il faut beaucoup d'énergie, il faudrait beaucoup de personnes qui s'impliquent dans ces démarches-là. Il faudrait surtout que le pouvoir politique (que ce soit au niveau local ou au niveau fédéral) reprenne les choses en main. De toujours compter sur le peuple (c'est le mot mythique en Suisse) et les militants pour faire le boulot que le politique élu et payé pour ça ne veut pas faire... il y a une limite, aussi.

1.07.45 Q : Anne-Catherine Lyon, en 1992, les Romands ont été très nombreux à dire oui à l'EE. Dans notre région, 85% de la population a dit : « Oui », c'est énorme, c'est même plus que le vote moyen de nos voisins européens.

Combien de temps, à votre avis, peut-on imaginer que l'alliance entre les Suisses puisse résister au cas où il devrait y avoir un divorce prolongé entre ce qui s'est passé, je dirais dans les campagnes suisses alémaniques, abstraction faite des grandes villes, et la volonté claire des Romands ?

A cette question, j'aimerais en rajouter une autre : les Romands sont-ils légitimés, à votre avis, à négocier indépendamment un rapprochement, voir même une adhésion à l'Europe de demain s'ils devaient être une minorité durable au sein de la Suisse isolée ?

1.08.51 R : Ce sont de grandes questions... je crois que l'on est dans une zone un peu calme. C'est dommage du point de vue de l'avance des choses. Il y a eu plusieurs votations successives qui ont clairement isolé la Suisse romande comme ayant une pensée commune par rapport à la Suisse alémanique. Elles se sont succédées et c'était de pire en pire. Tout d'un coup il y a eu des votes un petit peu moins marqués sur ces deux entités.

Je l'ai ressenti très fort et je crois que c'était partagé par d'autres, que s'il y avait encore une votation, que cela continuait de s'aggraver, cette divergence, qu'il faudrait faire quelque chose. Ce n'était pas tenable de rester ainsi.

Les Suisses sont plutôt pacifiques et assez placides parce que dans d'autres pays peut-être que cela se serait passé beaucoup plus mal depuis longtemps.

1.09.50 Je ne souhaite pas rejoindre l'exemple belge qui devient une catastrophe avec ces deux entités qui se déchirent de manière ultra violente, soit effective, soit larvée.

Cela ne me paraît pas bien comme attitude, il vaudrait mieux, si on en arrive là, utiliser des moyens plutôt démocratiques, beaucoup plus responsables et en effet, alors, essayer de se tourner vers l'entité que l'on aimerait rejoindre.

Peut-être que la limite qui est en moi (c'est peut-être d'avoir fait trop de droit qui donne une limite intérieure) fait que cela ne me paraît pas souhaitable qu'une guerre civile naisse, il faudrait tout faire pour l'éviter. Mais poussés à bout, les gens parfois sentent qu'ils n'ont plus le choix.

1.10.51 Q : Les cantons romands ne sont pas habilités à négocier les Traités internationaux, ils sont donc constitutionnellement dans leurs pouvoirs mais y a-t-il un scénario à imaginer pour pouvoir se rapprocher de l'Europe si la Suisse romande devait ou voulait le faire à l'avenir ?

R : La Suisse romande et ses cantons sont déjà dans des groupes, sont déjà actifs et il y a une convention internationale qui s'occupe des pouvoirs locaux. Je ne vois pas très bien constitutionnellement comment cela peut s'organiser mais la multiplication dans les faits (parce que le droit ne fait que suivre les faits) il faudrait avoir le courage de faire les choses et de se fier de ce que disent les juristes et les textes et commencer concrètement à pouvoir exercer l'Europe et la vivre au quotidien. Il y a des gens qui le font à titre individuel mais de multiplier ces exemples-là et d'aller au-delà des réceptions entre les syndicats ou les maires ou les conseillers d'Etats de telle ou telle région...

Il faudrait oser avancer dans les faits, mais cela paraît assez délicat. Ou il faudrait que les cantons qui sont intéressés à rejoindre l'Europe le fassent savoir et se mettent ensemble pour prendre une résolution commune au niveau de leur gouvernement pour dire : « Maintenant cela suffit, on en a marre », poser une espèce d'ultimatum et utiliser les canaux démocratiques encore une fois, qui existent quand même, et essayer de peser de tout leur poids (leur poids est beaucoup plus grand qu'ils ne l'imaginent). Leur statut de minoritaire leur a enlevé un peu de pugnacité.

1.13.06 Q : Dans votre carrière professionnelle, vous avez travaillé aux côtés d'un politicien qui venait d'une formation jusque-là jamais vue à l'exécutif cantonal vaudois, c'était le parti ouvrier populaire de Joseph ZYSIADIS.

Est-ce que l'expérience que vous avez vécue sur le plan professionnel avec lui vous a amenée, je dirais, une expérience ou influence sur la manière de voir cette politique récente ?

1.13.44 R : Indéniablement. J'ai eu énormément de plaisir à travailler avec lui, soit sur le plan personnel, le contact avec le bonhomme, le personnage ou sur le plan professionnel. On a pu faire des choses très intéressantes au sein du département, il s'est révélé être un très bon chef et c'était tout à fait bien.

Sur le plan politique, c'est vrai que d'être aux côtés d'une personne qui ose pousser la limite de plus en plus loin et de parfois poser le pied par-dessus la limite cela montre que finalement si l'on ose faire les choses ce n'est jamais tellement grave (à moins de faire des choses affreuses). Dans le jeu politique, dans le jeu de la démocratie, oser aller plus loin que ce que l'on nous autorise,

d'une part fait avancer les choses, d'autre part ce n'est jamais très grave et la sanction ne vient pas forcément.

*Anne-Catherine LYON donne l'exemple de la chute du Mur.*

1.15.26 Q : En début de cet entretien vous parliez des options que vous aviez prises et vous parliez de l'extrême gauche en disant : « Et je n'étais plus d'âge à représenter (?) l'extrême gauche ».

Est-ce que vous mettriez la formation de Joseph ZYSIADIS dans ce camp-là de l'extrême gauche, est-ce que c'est encore l'extrême gauche que les idées défendues par le parti ouvrier populaire tel que vous l'avez vu défendre par le Conseiller d'Etat ZYSIADIS ?

R : J'ai découvert à son contact qu'il y avait encore plus à gauche que là où l'on pense qu'est l'extrême gauche. Sur le plan politique, il me paraît incarner une vraie gauche un peu musclée ou forte. L'extrême gauche, pour moi, c'est cet élément dogmatique déconnecté de toutes les réalités.

1.16.19 Q : Vous songez aux lignes marxistes diverses et ce genre de formations-là ?

R : Oui. Ils sont là à répéter leurs discours, etc. Tandis que lui est à la gauche de la gauche mais l'incarne vraiment. Ce qui me paraît être le déficit le pire, c'est le parti socialiste, où il y a ceux qui sont tellement institutionnalisés, tellement « la gauche responsable ». Ils sont très au centre, presque à droite.

Il y a ce grand trou et il faudrait que le PS occupe, redevienne le parti socialiste et soit une force de proposition. C'est une force uniquement de réaction, qui n'a plus de jus sur les grands dossiers, que ce soit le dossier européen ou le dossier des grandes révisions institutionnelles. Là, on se demande où ils sont. Au moins, le POP sont quelque part.

1.17.11 Q : Est-ce que le POP ne sont pas justement en train de combler ce trou, précisément, si l'on regarde les actions du Conseiller d'Etat ZYSIADIS, ce qu'il a lancé, les actions en réforme de la Constitution. Ce n'est pas un peu ce trou de la gauche manquante qu'il a essayé de combler avec son parti ou avec ses impulsions ?

R : Je pense en effet qu'il y a ce glissement et qu'ils essaient de combler ce trou-là mais s'ils m'entendaient ils seraient vraiment fâchés parce que cela pourrait être le signe qu'ils ont faibli et qu'ils tombent dans le trou de la gauche institutionnelle. Et au contraire, pour moi, c'est plutôt un compliment de sortir du dogmatisme pour affronter de vrais problèmes, apporter des solutions et une contribution vraie au combat.

1.17.59 Q : La confrontation au pouvoir, aussi ? Je pense à l'exécutif, Bernard METRAUX (?), municipal de police à Lausanne du même parti.

Est-ce que cette confrontation de la réalité et du pouvoir amène les politiciens à quitter une partie de leur dogmatisme ?

R : Je pense qu'ils perdent leur dogmatisme (sauf ceux qui sont complètement bornés) et il y en a certains, comme ZYSIADIS, qui arrivent à garder une certaine pureté par rapport à leurs idées, que d'autres arrivent moins bien à garder. Ils sont trop attirés par le champs des sirènes et je pense que cela lui a valu sa non-élection, de ne pas avoir suffisamment joué le jeu, ou juste pas assez pour être accepté.

Le système, finalement, est assez acceptant et ne demandait au bout du compte qu'à accepter cette composante-là, s'il avait donné quelques gages pour être accepté. Il a refusé ceux-ci donc il a été sorti du jeu, si l'on veut. Il y en a d'autres qui gardent moins leur ligne, quand même.

1.19.04 Q : Vous qui avez travaillé avec Joseph ZYSIADIS, que pensez-vous des affirmations assez fortes et assez vives de la part de ZYSIADIS, et aussi de gens autour de lui, disant qu'un des drames actuels c'est que la politique a perdu tous ses pouvoirs et que l'on soit au gouvernement ou que l'on n'y soit pas (c'est ce que Joseph ZYSIADIS disait en étant Conseiller d'Etat) cela ne change rien, le vrai pouvoir est l'économie ?

1.19.38 R : C'est vrai et pas vrai. C'est trop défaitiste comme vision. Il faut savoir où est le vrai pouvoir mais il faut savoir que si l'on est tous en train de battre en retraite, eux y compris, en se disant : « Cela ne vaut plus la peine, on ne peut pas se battre là », c'est vraiment trop dommage !

Il faut garder un peu d'espoir et il faut (comme on le disait tout à l'heure) arriver à hisser le niveau de pouvoir démocratique ou institutionnel au même niveau que le pouvoir économique. D'être là dans ces minuscules Etats et ces toutes petites entités, on arrivera jamais, c'est certain.

1.20.15 Q : On en vient justement à cette question et c'est pour ça que je soulevais ce débat qui avait été lancé en particulier par ZYSIADIS, c'est tout le problème de la mondialisation de l'économie, au moment où l'on doit réfléchir en terme de structure locales, régionales.

Comment allier pouvoir, qui peut avoir une répercussion sur la vie des gens au moment où par ailleurs, apparaissent des phénomènes dont le plus symbolique peut-être, Bill GATES, Microsoft, pour ne citer que lui.

1.20.59 R : Il faut accepter qu'il y ait des phases qui sont intermédiaires, où tout le monde tâtonne, pour essayer de trouver une parade ou une réponse à Internet. Internet c'est super quand on s'envoie des messages et que l'on discute avec des gens que l'on connaît, et qu'on se fait plein de nouveaux amis à travers le monde, mais il y a la face affreuse qui est celle de la propagation d'idées et d'extrême droite, d'images de pédophiles, etc.

C'est trop grand pour l'instant, il faut que les différents cerveaux arrivent à hisser le pouvoir au même niveau. Ce serait trop facile de dire qu'on est démunis, on voit dans l'actualité toute récente une opération concertée de 21 polices pour arriver à contrer un réseau pédophile. C'est énorme d'arriver à fédérer toutes ces polices mais ils y arrivent. On n'est pas totalement démunis.

1.22.05 On aura toujours un temps de retard sur l'économie mais on y arrive quand même. Mais cela nécessite de plus en plus d'avoir des réponses dans certains domaines qui soient au même niveau mais qui n'empêchent pas qu'il y ait un pouvoir local. Le pouvoir local peut être celui pour la vie de tous les jours. Il faut néanmoins donner à un niveau supérieur, un pouvoir suffisant et faire confiance à ce pouvoir pour qu'il puisse agir. Il doit pouvoir agir vite et c'est ce qui ne va pas en Suisse.

1.22.27 Q : Si vous dites : « On aura toujours un temps de retard sur l'économie », est-ce à dire que l'économie sera toujours détentrice du pouvoir ?

R : Elle sera détentrice d'un certain pouvoir. On peut le voir d'une manière positive, elle peut être l'aiguillon. On ne peut pas brider l'inventivité des personnes : faire du commerce c'est vendre plus, c'est se déplacer, c'est faire quantité de choses.

Les institutions assurent une certaine pérennité, elles agissent selon une quantité d'individus qui sont concernés (ce n'est pas juste une entreprise). Il y a des rythmes qui sont assez lents, il faut arriver à accélérer ces rythmes mais c'est pour cela qu'on ne sera jamais en même temps. Le droit ne peut pas non plus proposer des solutions qui sont totalement en décalage, trop visionnaires (parce qu'il n'y a plus d'adéquation avec la période). Cela peut être une course stimulante.

1.23.29 Q : Une dernière question : la société dont vous rêvez, celle peut-être qui va vous aidez à forger certaines action, en quelques coups de pinceau, comment pourriez-vous nous la peindre ?

R : Ce serait une société qui ait retrouvé confiance en elle en terme d'audace, d'inventivité. C'est un société qui permettrait (c'est toujours de grandes théories un peu bateau) à chaque personne ou au plus grand nombre de personnes de pouvoir développer ce qu'elles ont envie de développer pour elles-mêmes. Car plus les gens sont satisfaits moins ils enquiquinent les autres, ce qui fait que c'est déjà une source de bien-être et de bienfaits.

En même temps, j'ai de la peine à définir une société idéale parce que je suis tellement dans l'immédiat (de voir plutôt tous les problèmes qui s'opposent à la création d'un société) je crois que je n'ai même pas le temps de penser à celle-ci malheureusement.

Je crois qu'une société dans laquelle le politique aurait retrouvé sa vraie place en terme de cadre qui permette de garantir une sécurité aux plus faibles tout en laissant les autres faire comme chacun a envie. Mais c'est trop idéal, sans doute.

1.25.06 Q : Merci et au plaisir de vous suivre. Vous êtes au début d'une action, d'une carrière et nul doute que vous êtes un personnage que l'on aura l'occasion de revoir et de réentendre.